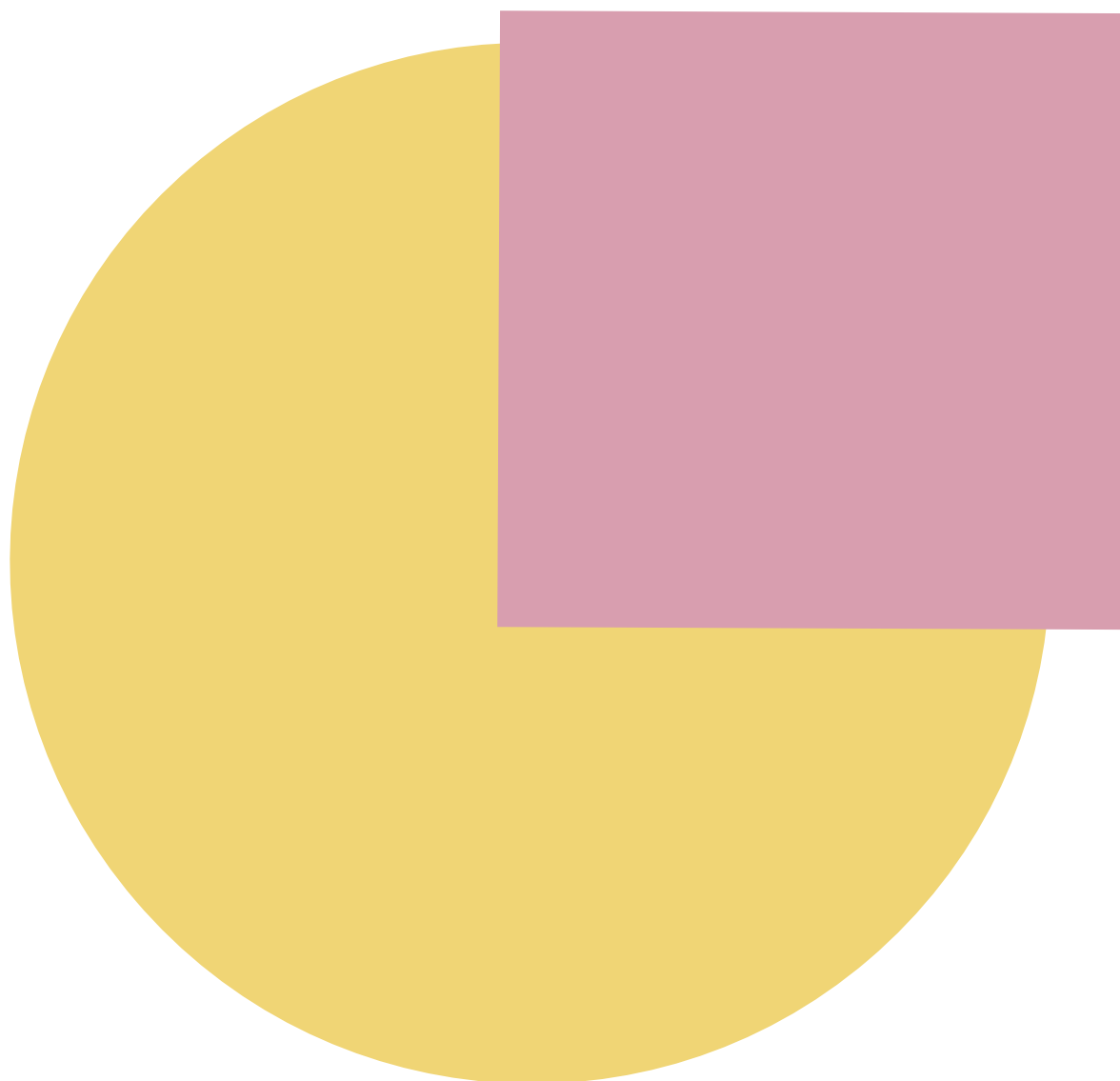


Sept idées pour un plan de relance culturelle de l'Union



**Groupe
d'études
géopolitiques**

Groupe d'études géopolitiques

Sept idées pour un plan de relance culturelle de l'Union

Auteur

Giuliano da Empoli

Avant-propos

Lorenzo Bini Smaghi

45, Rue d'Ulm 75005 Paris
legrandcontinent.eu
geg@ens.fr

Pour citer l'étude

Giuliano da Empoli, *Sept idées pour un plan de relance culturelle de l'Union*, Groupe d'études géopolitiques, Note pour l'action 2, juillet 2020.



Lorenzo Bini Smaghi • Président de la Société générale

Avant-propos

L'Europe se construit dans les crises, comme le rappelle Jean Monnet, mais l'édifice risque de demeurer fragile si les fondations ne sont pas bien équilibrées. La dévastation économique causée par la Covid-19 pousse en effet les européens à faire de nouveaux pas ensemble, dans le domaine de l'économie, de la politique, des institutions.

Cependant, la culture, une pièce maîtresse de la reconstruction, risque d'être oubliée. Elle est pourtant l'une des principales victimes de la crise. Non seulement parce que l'isolement causé par la peur de la contagion a réduit les espaces d'expression. Encore plus inquiétante est la réapparition, sous la surface, de tensions destructrices croissantes tout autour de nous.

Les images qui resteront dans la mémoire historique de cette période sont celles que nous pensions ne jamais revoir. Pas tant les rues désertes de nos villes. Peut-être même pas les médecins en costume d'astronaute qui soignent les malades. Ce sera plutôt le regard angoissé des garçons de Hong Kong battus par la police et emmenés menottés. Ou le cri désespéré de George Floyd qui ne peut pas respirer et les milliers de personnes agenouillées en sa mémoire. Ou la destruction de statues des grands hommes du passé, parce qu'ils ne sont plus grands. Ou les images d'un musée, comme celui de Sainte-Sophie à Istanbul, transformé en mosquée. Le fil de l'intolérance, de la violence, de la perte de mémoire, nous encercle et menace bien plus que le virus. Bien plus que la crise économique.

Si nous ne comprenons pas qu'en ce moment historique, l'Europe doit exprimer son identité culturelle, nous ne nous rendons pas compte que c'est le reste du monde qui le demande.

Et pourtant, ce n'est pas compliqué. Regardons de nouveau autour de nous, notre propre histoire. Au cœur de l'Europe, au cœur même du concept même de l'Europe, il n'y a pas d'État, pas de religion, pas de convictions politiques, pas de déploiement militaire. Il y a l'être humain. Avec sa force, son génie et sa souffrance. Comme ceux que nous venons de vivre.

À l'origine de l'Europe, il y a le témoignage de l'histoire, du Moyen Âge à l'après guerre du siècle dernier, de la manière dont la souffrance renait de la souffrance. On grandit. On crée. Et on apprend à vivre ensemble.

Il est impensable de sortir de la crise que nous avons traversée sans recommencer à construire. Pour ce faire, il ne suffit pas d'empiler, les uns sur les autres, les différentes briques du système économique. On a besoin du ciment de la culture. Il faut beaucoup plus que par le passé. C'est ce qui permettra de maintenir la cohésion de l'ensemble.

Le plan de relance de la culture montre la voie à suivre pour éviter de tomber dans l'indifférence, qui est le prodrome de la décadence et de la violence qui nous entoure. En partant de la culture, les bases du socle commun sont créées.

Résumé

Au cours des derniers mois, l'Union européenne a beaucoup progressé sur le plan de la Raison, mais pas sur celui des Sentiments. Or, ce sont les sentiments, autant que la raison, qui emportent l'adhésion des peuples et déterminent le résultat des élections. Voilà pourquoi, si réellement nous voulons aujourd'hui faire avancer l'Europe et vaincre les pulsions souverainistes, nous avons besoin, en plus du plan de relance financier, d'un plan de relance culturel.

Ce document a pour objectif de dessiner les contours qu'une telle initiative pourrait assumer. Les propositions présentées ont toutes en commun l'idée que, au-delà du tabou de la mutualisation de la dette, le moment est venu de briser un tabou peut-être encore plus ancré dans la construction européenne telle que nous l'avons connue jusqu'ici : celui de la neutralité identitaire, qui a conduit les institutions européennes à négliger les politiques culturelles et à rejeter systématiquement toute dimension symbolique, en faveur d'un pragmatisme dépourvu autant que possible de la moindre forme d'émotion.

Depuis des années, les seuls qui parlent de manière passionnante de l'Europe sont ses ennemis. Si les pro-européens veulent être capables de combattre leur vision, la première chose à faire est d'arrêter d'être ennuyeux, en sortant des cadres établis et en prenant le risque de la controverse.

Loin de constituer une liste exhaustive, les propositions présentées dans ce rapport veulent être avant tout une incitation à commencer à dessiner les contours d'un possible New Deal culturel de l'Europe.

Multiplier les points de vue et les récits, recommencer à appréhender la construction européenne de façon transgressive est la seule manière de tirer les débats européens de leur ennui mortifère et de remettre en question l'hégémonie culturelle que les nationaux-populistes sont en train de bâtir pièce par pièce depuis vingt ans.

Mieux vaut choisir de mettre aujourd'hui un visage sur les billets de banque de l'euro et supporter toutes les polémiques qui en résulteront, plutôt que continuer à alimenter l'Euro-ennui qui sape les bases de l'Union.



Giuliano da Empoli • Dirige le Think tank Volta à Milan et à Bruxelles.

Sept idées pour un plan de relance culturelle de l'Union

Comme cela s'est déjà produit dans le passé, il est possible que les institutions européennes sortent renforcées de la crise de la Covid-19. La récente initiative franco-allemande sur le plan de relance européen a même poussé les plus enthousiastes à parler d'un « moment hamiltonien » pour l'Europe, qui serait en passe de transgresser le tabou de la mutualisation de la dette.

Sur le plan des politiques, c'est tout à fait possible. Mais, malheureusement, les progrès en cours sur le plan de la Raison n'ont pas été accompagnés, en parallèle, d'avancées sur le plan du Sentiment. Au contraire, une fois de plus, le virus a révélé l'absence d'une culture européenne ancrée dans les consciences des citoyens et des décideurs publics. Pendant les premiers jours de la crise, le premier réflexe de tous a été celui de se réfugier dans la dimension nationale, dans un mouvement de « sauve-qui-peut » généralisé, entre fermetures unilatérales des frontières et blocages du matériel sanitaire. Pendant ces jours décisifs, non seulement les actes mais également les discours des principaux responsables politiques – même les plus pro-européens – ont abandonné toute prétention européenne pour s'isoler dans une rhétorique strictement nationale.

Compte tenu de cette situation, tous ceux qui pensent aujourd'hui que l'heure d'un New Deal européen est arrivée feraient bien de se souvenir que le New Deal originel, celui de Franklin Delano Roosevelt, ne fut pas seulement constitué de mesures économiques et sociales, mais aussi d'une action politique et culturelle pour faire évoluer les mentalités et pour gagner les cœurs et les esprits. C'est ce mix de policy et de politics, de substance et de symbole qui, en mobilisant des énergies intellectuelles et créatrices et en ayant recours à la radio et aux techniques les plus

sophistiquées du marketing de l'époque, a permis à Roosevelt de vaincre les nationaux-populistes de son temps.

Voilà pourquoi, si réellement nous voulons faire avancer l'Europe et vaincre les souverainistes anti-européens d'aujourd'hui, nous avons besoin, en plus du plan de relance financier, d'un plan de relance culturelle de l'Europe.

Ce document a pour objectif de dessiner les contours qu'une telle initiative pourrait assumer si les organes communautaires décidaient d'emprunter ce chemin. Les propositions présentées ne constituent pas une liste exhaustive des mesures possibles : beaucoup d'autres pistes peuvent être explorées. Mais, elles ont toutes en commun l'idée que, au-delà du tabou de la mutualisation de la dette, le moment est venu de briser un tabou peut-être encore plus ancré dans la construction européenne telle que nous l'avons connue jusqu'ici : celui de la neutralité identitaire.

Selon ce principe, la culture et l'identité appartiennent aux nations, tandis que l'Europe est le lieu de la rationalité pure, qui se limite à affronter des problèmes pratiques en les vidant le plus possible de tout contenu émotionnel. C'est la logique de la « dédramatisation » adoptée par les fondateurs de la Communauté européenne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : l'idée de réduire au minimum les conflits et les controverses pour se concentrer sur les technicalities².

Une approche qui est à la base du succès de la construction européenne, dans la mesure où elle a permis de créer au cours des décennies un réseau très dense d'interconnexions matérielles entre les États du continent, mais qui n'a pas permis l'émergence d'un vrai « demos européen » : un peuple uni par des valeurs et des sentiments communs.

Au contraire, cette approche a activement empêché la formation d'un peuple, en enrobant toutes les questions liées à l'Europe d'une couche d'ennui extrêmement dissuasive pour les non-initiés. En politique, c'est bien connu, l'ennui est le crime parfait. Celui qui réussit à rendre un sujet tellement ennuyeux que tous s'en désintéressent, a la voie libre pour faire ce qu'il souhaite. C'est ce qui s'est passé pour l'Europe, au moins jusqu'à Maastricht et en partie jusqu'à nos jours.

Une des conséquences de cette approche est que les politiques culturelles ont toujours été la cinquième roue du carrosse de l'Union. Introduite pour la première fois parmi les compétences européennes seulement en 1992, trente-cinq ans après la fondation de la Communauté,

1. Pascal Lamy, *Jalons pour une anthropologie européenne*, Le Grand Continent, 8 janvier 2020.
2. Luuk van Middelaar, *Alarums and Excursions. Improvising Politics on the European Stage*, Newcastle upon Tyne, Agenda, 2019, p.5.

la culture est restée le parent pauvre des politiques de l'Union, comme le prouve le 0,001% que le budget, encore aujourd'hui, réserve à ce secteur. Comme le raconte Robert Menasse dans son roman consacré à Bruxelles, quand les eurocrates parlent de la culture, ils le font « avec le ton qu'utiliserait un broker de Wall Street pour parler d'un cousin bizarre qui a pour hobby la numismatique »³.

Une autre conséquence est le rejet délibéré de la dimension symbolique, en faveur d'un pragmatisme dépourvu autant que possible de la moindre forme de lyrisme. De l'hymne sans paroles aux billets de banque sans visage et en passant par la capitale sans monuments, le déficit symbolique de l'Union n'est pas le fruit d'un hasard, ou de la médiocrité d'eurocrates prétendument incultes : il s'agit, bien au contraire, de l'un de ses éléments constitutifs.

Le résultat de la stratégie de l'Euro-ennui est sous nos yeux. Une mécanique surpuissante mais sans âme, qui occupe, tant bien que mal, le terrain de la rationalité, mais abandonne complètement aux nations et aux nationalistes le champ des émotions et des sentiments.

Aujourd'hui, les seuls qui parlent de manière passionnante de l'Europe sont ses ennemis. Les Viktor Orban qui affirment incarner les vraies valeurs de l'Europe contre la décadence des dégénérés libéraux de l'Ouest. Les Steve Bannon qui rêvent de former des nouveaux gladiateurs du peuple dans les monastères du XIIIe siècle. Les Philippe de Villiers qui reconstruisent l'histoire de l'Union comme un roman d'espionnage orchestré par la CIA⁴. Si les pro-européens veulent être capables de combattre leur vision, la première chose à faire est d'arrêter d'être ennuyés.

Voilà pourquoi la construction européenne n'est pas un travail que pour les politiques, mais aussi pour les écrivains, pour les réalisateurs, pour les créateurs de jeux vidéo. Quand on a demandé à Adam Price, le créateur de « Borgen », ce qui l'avait poussé à écrire une série télévisée sur la politique danoise, il a répondu qu'il voulait rendre plus humain et passionnant un processus mystérieux et très ennuyeux. C'est de cela qu'aurait besoin l'Europe pour prendre le contre-pied des nationaux-populistes : quelques bonnes séries télévisées en plus et quelques conférences sur le multilatéralisme en moins⁵.

1. Un autoportrait de l'Europe du XXIe siècle

3. Robert Menasse, *La capitale*, Palermo, Sellerio, 2018, p.43.

4. Gilles Gressani, Baptiste Roger-Lacan, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Le Grand Continent, 6 avril 2019.

5. Un premier pas encourageant dans cette direction est représenté par la série «Parlement», crée par Noé Debré et consacrée au Parlement européen, qui vient d'être renouvelé pour une deuxième saison sur France TV.

Le premier volet d'un New Deal Culturel pourrait être repris directement du modèle original de Franklin Delano Roosevelt. Lancé en 1935, le Federal Writer's Project est né avec l'objectif d'apporter un soutien financier aux auteurs pendant la Grande Dépression, mais aussi de créer « un autoportrait de l'Amérique » en finançant la rédaction de guides consacrés aux 48 États de l'époque, d'essais d'ethnographie et d'histoire locale, de romans et de livres pour enfants. Au total, on estime qu'environ 10 000 écrivains ont bénéficié du programme, qui a permis à des auteurs comme John Steinbeck et Zora Neale Hurston de faire leurs premiers pas.

Loin de se traduire en une représentation admirative et béate de l'expérience américaine, le Writer's Project a affronté, parfois pour la première fois, certains de ses points les plus douloureux. Du traitement réservé aux populations indigènes, jusqu'au drame de l'esclavage des afro-américains, auquel a été dédiée une collection ad hoc, la Slave Narrative Collection, qui a permis de recueillir plus de deux mille récits à la première personne.

En plus du programme dédié aux écrivains, le Federal Project Number One a ensuite organisé des polices analogues en faveur des arts, de la musique et du théâtre. Tous ensemble, ces acteurs culturels ont raconté les États-Unis, sa grandeur et ses ombres, comme cela n'était jamais arrivé avant, et ils ont donné un visage et une voix, plutôt des milliers de visages et de voix, à l'Amérique des années 30.

Pourquoi ne pas concevoir aujourd'hui un programme analogue pour des écrivains, artistes, musiciens, réalisateurs et vidéomakers européens ? Un programme qui, au lieu d'être neutre sur le plan des contenus, se donnerait l'objectif de réaliser un gigantesque autoportrait collectif de notre continent ?

Bien sûr, il n'est pas difficile d'imaginer les polémiques qu'une telle initiative susciterait et, surtout, celles qui se développeraient autour de certaines des œuvres qui en découleraient : les déclarations indignées contre la propagande européenne et la mainmise de l'Eurocratie sur la culture ; les tweets enflammés sur les financements assignés à tel artiste plutôt qu'à un autre, sur les contenus immoraux de telle ou telle œuvre. Mais voilà bien la question. C'est peut-être de ça aussi dont l'Europe a besoin aujourd'hui : d'une mobilisation d'énergies créatives qui provoquent aussi des courts-circuits inattendus.

Multiplier les points de vue et les récits, recommencer à appréhender la construction européenne de façon transgressive est la seule manière de tirer les débats européens de leur ennui mortifère et de remettre en question l'hégémonie culturelle que les nationaux-populistes sont en train de bâtir pièce par pièce depuis vingt ans. Comme l'a écrit Dominique Wolton dans un livre récent consacré à l'Europe : « La force de la démocratie, c'est de parler, de

parler de tout, le silence crée en général le pire, sauf pour ceux qui en profitent »⁶.

Mieux vaut choisir de mettre aujourd'hui un visage sur les billets de banque de l'euro et supporter toutes les polémiques qui en résulteront, plutôt que continuer à alimenter l'Euro-ennui qui sape les bases de l'Union.

2. Une fabrique de mèmes pour l'Europe

Dans une intervention préparée pour le congrès sur l'Avenir de l'esprit européen organisé par Paul Valéry en 1933, après avoir souligné la supériorité de la propagande nationaliste sur celle européiste, Stefan Zweig mettait déjà le doigt sur la plaie : « Si notre idée doit être véritablement efficace, nous devons la faire sortir de la sphère éso-térique des discussions intellectuelles et consacrer toute notre énergie à la rendre visible et compréhensible dans de larges milieux. À cette fin, la parole n'est pas suffisante, sachons le bien ; nous devons utiliser tous les outils de propagande contemporaine et travailler à rendre nos idées spectaculaires jusque dans les masses »⁷.

Un siècle plus tard, la nature du problème reste la même : comment faire en sorte que, au lieu de rester reléguées aux communiqués de presse des commissaires et aux interventions dans les conférences, les initiatives européennes touchent un public plus vaste ?

L'idée largement répandue selon laquelle le nouvel écosystème de l'information, basé en grande partie sur internet et les réseaux sociaux, serait intrinsèquement favorable aux tactiques incendiaires des nationaux-populistes présente certains éléments de vérité. Mais, cela ne doit pas être une excuse pour renoncer à combattre celle que le Haut représentant pour les Affaires extérieures de l'Union Josep Borrell a défini comme « la bataille des récits ».

En 2015, la Commission a pris acte, pour la première fois, de l'existence d'une guerre de l'information au niveau global, en créant une task force chargée de combattre les fake news et les opérations de désinformation qui prennent l'Europe pour cible. En quatre ans, cette structure a joué un rôle important, mais purement défensif. Il est indispensable qu'elle soit aujourd'hui accompagnée d'une action plus proactive, qui améliore la compétitivité de l'Union Européenne sur le plan de la bataille des récits, à l'intérieur, par rapport à l'opinion publique du continent, ainsi qu'au niveau international.

Si Ursula Von der Leyen souhaite véritablement guider une « Commission géopolitique » ainsi qu'elle l'a annoncé

au moment de son investiture, il faut qu'elle se dote des moyens pour rendre son action visible et compréhensible à l'âge des réseaux sociaux et du « Sharp Power ». Il ne s'agit pas de reproduire les pratiques de désinformation russes et chinoises, mais bien de mettre au point une stratégie de communication, qui permette aux politiques et aux valeurs européennes de devenir « visibles et compréhensibles dans de larges milieux » ainsi que le souhaitait Zweig.

Dans cette perspective, un premier exemple à imiter est celui de Taiwan, qui a donné, même très récemment, la preuve de l'efficacité de ses propres réseaux de communication institutionnels et de sa capacité à lutter contre les opérations de désinformation en provenance de la Chine.

Sur ce front, le gouvernement de Taiwan a mis en action des instruments sophistiqués, mais aussi des astuces beaucoup plus simples. Chaque ministère, par exemple, a recruté une petite équipe d'auteurs, animateurs et acteurs qui ont pour mission de rendre virales les communications de l'administration. Il s'agit en quelque sorte de traducteurs qui transforment le langage juridique et bureaucratique des institutions publiques en mèmes – images, slogans, blagues – capables de catalyser l'attention sur les réseaux sociaux et, par ricochet, sur les media traditionnels. Ces traducteurs jouissent d'une liberté de parole surprenante et il n'est pas rare qu'ils créent des polémiques avec leurs messages provocateurs, mais l'efficacité de leur action est démontrée par les chiffres impressionnants de leur propagation sur la toile.

Bien évidemment, il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg. Comme chacun le sait, aujourd'hui les campagnes de communication se basent de plus en plus sur un profilage des utilisateurs qui permet d'envoyer des messages taillés sur mesure, au bon moment et avec les bons arguments. Dans la « bubble democracy » chacun vit dans sa propre bulle informationnelle et le succès d'une campagne politique se mesure à sa capacité de les pénétrer une par une.

Contrairement à leurs apparences généralement rustiques, les nationaux-populistes sont passés maîtres dans l'art d'utiliser les Big Data pour multiplier l'impact de leurs messages. Ainsi, à l'occasion du référendum de 2016, les spin-doctors du Brexit ont pu adresser à chaque catégorie d'électeurs une communication sur mesure: pour les animalistes, un message sur les réglementations européennes qui portent atteinte aux droits des animaux ; pour les chasseurs, un message sur les réglementations européennes qui protègent les animaux ; pour les libertaires, un message sur le poids de la bureaucratie de Bruxelles et pour les étatistes, un message sur les ressources soustraites à l'État providence par les transferts à l'Union. De plus, grâce à toutes les versions possibles de ces messages taillés sur mesure, les physiciens ont pu

6. Dominique Wolton, *Vive l'incommunication - La victoire de l'Europe*, Paris, François Bourin, 2020, p.100.

7. Stefan Zweig, *Pas de défaite pour l'esprit libre - Écrits politiques 1911-1942*, Paris, Albin Michel, 2019, p.230.

identifier celles qui étaient les plus efficaces, de la formulation du texte au graphisme. Ils ont ainsi pu les optimiser en continu, en fonction des clics enregistrés en temps réel.

Encore une fois, sans tomber dans les techniques les plus manipulatoires des nationaux-populistes, il apparaît comme évident que l'Europe doit être capable de communiquer directement – et non pas seulement à travers les corps intermédiaires traditionnels – avec des catégories différentes pour les convaincre avec des arguments nécessairement diversifiés. Cela présuppose un investissement important pour arriver à constituer ce que Luca Jahier appelle une « Radio Londres » pour l'Europe du XXI^e siècle : une structure qui commence enfin à combattre l'hégémonie des récits nationaux-populistes sur les réseaux sociaux et sur une partie des media traditionnels, en mettant les instruments les plus avancés de la communication contemporaine au service des valeurs et des objectifs de la construction européenne.

8

3. Une Histoire pour l'Europe

Si on compare le traitement que la communauté académique réserve aujourd'hui au thème européen par rapport aux années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, on est frappés par deux éléments. D'une part, il est clair que depuis cette époque les instruments pour alimenter les collaborations et les échanges se sont multipliés de manière exponentielle : en un peu plus de 20 ans, le processus de Bologne a révolutionné le secteur et donné vie à un vrai espace européen de l'enseignement supérieur. Mais, d'un autre côté, on observait, dans le passé, une ferveur autour des thèmes européens qui a aujourd'hui complètement disparu.

Comme le remarque Gilles Pécout, recteur de l'académie de Paris : « Il suffit d'ouvrir un observatoire sur la Méditerranée ou sur la mondialisation et tout le monde y vient », alors que ce n'est pas le cas des centres d'histoire ou de philosophie de l'Europe⁸.

L'époque est révolue où les plus grands historiens se battaient pour être les premiers à rédiger une histoire d'Europe qui ne fusse pas seulement une œuvre académique, mais l'ingrédient d'un projet civilisationnel. Conçu avec la participation d'historiens venus de tous les pays d'Europe, le plan mis au point par George Duby à la moitié des années quatre-vingt prévoyait non seulement « un grand ouvrage publié simultanément dans toutes les langues » mais aussi des « éditions abrégées, d'un usage plus populaire, et destinées en particulier à l'enseignement moyen », ainsi que « l'adaptation à d'autres procédés médiatiques, et notamment à la télévision ». Malheureusement

ce projet, comme d'autres tentatives analogues, n'a jamais été réalisé.

Bien sûr, il est vrai qu'au cours du temps, différents manuels d'histoire franco-allemande ont vu le jour et ont été adoptés dans les écoles et les universités des deux pays. En 2017, a même fait son apparition dans les librairies allemandes et françaises « Europa : notre histoire », sorte de mastodonte éditorial qui a réuni en mille quatre cents pages et cent cinquante articles les contributions d'historiens du monde entier qui se sont interrogés sur l'existence d'une mémoire commune du continent.

Ce sont des pas encourageants, mais le défi d'écrire une histoire européenne et populaire, qui pose les bases d'une vraie « éducation européenne », reste intact⁹. Là aussi, il s'agit, bien entendu, d'un projet destiné à soulever des oppositions et d'innombrables controverses, dans le monde académique et bien au de là. Déjà dans la seconde moitié des années soixante-dix, la Commission avait proposé, dans le cadre d'une série de recommandations culturelles importantes, un manuel d'histoire commun. Si le Conseil n'avait pas à l'époque rejeté la proposition, l'existence d'un vrai demos européen serait aujourd'hui moins évanescence et le processus d'intégration s'appuierait sur une base plus large et sur des racines plus profondes. Mais cela ne s'est pas passé ainsi et le filon de « l'éducation européenne » doit être aujourd'hui repris dans des circonstances plus difficiles, dans un contexte où les pulsions nationalistes ont ré-émergé avec force.

Ce n'est pas une raison suffisante pour abandonner. Deux des plus importantes histoires de l'Europe ont été écrites pendant des temps bien plus difficiles : celle du belge Henri Pirenne alors qu'il était prisonnier d'un camp d'internement allemand, et celle de Federico Chabod, faite à partir de ses cours universitaires dont l'interruption par les fascistes força l'universitaire à la clandestinité. Par rapport à des obstacles de ce genre, ceux qui pourraient gêner, aujourd'hui, les hypothétiques auteurs d'un nouveau manuel d'histoire européenne apparaissent, somme toute, surmontables.

4. Après Erasmus, Odysseus

Il y a quelques années, Umberto Eco plaidait pour un « un Erasmus pour les chauffeurs de taxi, les plombiers et les ouvriers ».

Erasmus, en effet, a été l'un des rares programmes communautaires capables de produire une vraie transformation culturelle, formant le noyau d'une authentique génération européenne.

8. Gilles Gressani, Mathéo Malik, *Enseigner l'unité européenne, rencontre avec Gilles Pécout*, Le Grand Continent, 11 juin 2018.

9. Baptiste Roger-Lacan, *Europa: notre histoire*, Le Grand Continent, 7 octobre 2017.

En offrant la possibilité à tous les étudiants de passer une période d'études à l'étranger, le programme s'est développé, il y a trente ans, à partir d'une bonne intuition : la citoyenneté européenne dérive de l'expérience. On naît Européens, mais surtout on le devient. Pour se sentir partie prenante du projet européen, il n'y a pas mieux qu'une expérience à l'étranger, d'études ou de travail, et qu'un rapprochement avec des situations qui peuvent sembler distantes mais qui, au contraire, suivent un même fil rouge, lié à des valeurs partagées, certes, mais aussi à une sensibilité commune, à une manière de vivre.

Cela dit, l'impact d'Erasmus est resté, en grande partie, limité à une catégorie de jeunes privilégiés, déjà pré-disposés aux contacts internationaux en raison de leur milieu d'origine et de leur niveau d'études.

Les tentatives successives d'élargir le public de bénéficiaires, menées à travers Erasmus+, ont produit des effets positifs mais limités. Elles ne sont pas arrivées, pour le moment, à entrer dans l'imaginaire collectif des jeunes européens, ni à modifier de manière décisive leur perception des opportunités offertes.

En 2012, un appel en faveur d'une année de service civil européen ouvert à tous, lancé par le sociologue Ulrich Beck et par Daniel Cohn-Bendit, a récolté les signatures de centaines de protagonistes de la vie politique et culturelle du continent, de Jacques Delors à Rem Koolhaas, en passant par différents prix Nobel et le président du Parlement européen.

Depuis, se sont succédées différentes initiatives et expérimentations, parmi lesquelles la très prometteuse expérience des « European Solidarity Corps » qui constituent le préambule indispensable à toute évolution ultérieure. Cependant, dans leur forme actuelle, ils sont encore largement insuffisants.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour un saut de qualitatif qui porterait à l'institution d'un vrai Service Civil Européen, dédié aux jeunes de 18 à 25 ans, d'une durée de 6 à 12 mois, qui donnerait à tous les jeunes européens, pas qu'aux étudiants et aux jeunes déjà actifs dans le monde du volontariat, la possibilité d'un engagement direct, pour une période de temps limitée, dans le secteur environnemental, social ou culturel.

Le nom qui pourrait identifier ce projet est *Odysseus*. Il ne s'agirait pas d'un choix particulièrement original, mais choisir un nom si exigeant au lieu des habituels acronymes incompréhensibles serait l'indicateur d'une réelle ambition. Tout comme *Erasmus* qui est parti, à la fin des années quatre-vingt, de la figure d'un des plus grands humanistes de l'histoire européenne, *Odysseus* fait référence au personnage qui, plus qu'aucun autre, incarne la curiosité et l'aventure. Le voyage à la décou-

verte de l'autre, que ce soit par vertu ou par nécessité. Les passions et les sentiments que l'Europe doit être capable de réveiller chez les plus jeunes générations si elle veut devenir quelque chose de plus qu'une simple agrégation de normes.

Dans la pratique, l'objectif ne serait plus celui d'engager les jeunes sur la base de projets présentés ou d'objectifs concertés avec des associations comme cela se fait aujourd'hui, mais bien d'introduire un réel service civil européen, de type volontaire, à travers un « appel » aux jeunes européens à faire une période de service. Dès lors, la différence entre *Odysseus* et les autres programmes serait claire : dépasser la simple coopération transnationale basée sur les entités et la coopération bilatérale fondée sur les États, en ouvrant définitivement un service à l'entière communauté de l'Union de la part des jeunes européens.

Aujourd'hui, le problème n'est pas d'ajouter un énième morceau à la mosaïque infinie des programmes communautaires. Il s'agit de réinventer l'identité européenne à partir de la demande la plus élémentaire : qu'avons-nous à transmettre à un jeune de 18 ans? Et, surtout, est-il possible d'imaginer que la construction européenne se remette en marche en s'appuyant sur l'énergie des nouvelles générations ?

5. La Capitale

Bruxelles est une ville que l'on peut traverser de bout en bout sans même se rendre compte que c'est la capitale de l'Europe. Dans une ville-kaléidoscope, agglomérat multiethnique de communautés très différentes, le seul quartier complètement dépourvu de personnalité est celui où se trouve le siège des institutions de l'Union et travaillent les quelques cinquante mille salariés et les dizaines de milliers de lobbyistes, journalistes et chercheurs qui gravitent autour de l'Union¹⁰.

Ici, aucune perspective, aucun monument, aucun lieu de rencontre. Seule une vingtaine de drapeaux face aux courbes inoffensives du Berlaymont, le siège de la Commission, et au bâtiment confusément postmoderne qui accueille le Parlement.

En partie, l'aspect du quartier européen reflète le fait que Bruxelles est devenue la capitale de l'Union un peu en cachette : elle ne l'a jamais été formellement en tant que telle. De même, quand fut prise la décision d'investir trois cents millions pour construire ce qui est devenu, dans les faits, le siège du Parlement européen, encore formellement basé à Strasbourg, cela fut fait en catimini, en présentant l'énorme hémicycle comme une « salle de

10. Ludovic Lamant, *Bruxelles chantiers. Une critique architecturale de l'Europe*, Lux, 2018.

congrès ».

Bien évidemment, au cours de cet énième processus semi-clandestin (ce n'est pas un hasard si, dans des termes plus généraux, Régis Debray a pu parler d'une « stratégie furtive » de la construction européenne¹¹), la dernière chose qu'on voulait faire était d'attirer l'attention en recrutant des grands architectes et en concevant des projets iconiques. Le résultat final est ce que peut voir tout visiteur du quartier européen : 85 blocs de bureaux qui représentent plus ou moins la transposition dans le monde réel de l'imaginaire des billets d'euro, aseptiquement dénué de visages reconnaissables et de monuments.

Bien sûr, ce n'est pas le moment de concevoir des projets architecturaux pharaoniques pour remédier à la situation : ils seraient certainement mal accueillis, non seulement par les eurosceptiques mais aussi par la majorité des défenseurs de l'Europe. Mais des instruments plus doux existent, liés à l'aménagement des espaces publics et à des grands projets d'art public, qui sont capables de transformer l'apparence d'un quartier et de dégager une forte charge symbolique.

Une « Eurotopie », espace de rencontre, de réflexion et de discussion dans le cadre duquel l'architecture ne crée pas d'obstacles mais les abat : les architectes du collectif Traumnovelle ont exposé à la Biennale de Venise et au Bozar de Bruxelles leurs solutions pour la réinvention du quartier européen de la ville, mais bien d'autres idées sont possibles. Pourquoi ne pas lancer un grand concours international qui mobiliserait les meilleurs architectes et artistes du continent autour d'un objectif finalement explicite : donner une âme à la capitale de l'Europe ?

6. Un réseau d'Europa-cafés

Les campagnes sont le trou noir de l'Europe. C'est là que se concentrent aujourd'hui les plus fortes résistances au processus d'intégration, là que la rhétorique des mouvements souverainistes trouve le terrain le plus fertile, en prenant appui sur les dynamiques socio-économiques qui éloignent de plus en plus les territoires périphériques des centres urbains qui profitent de la mondialisation. Et pourtant, pendant les siècles d'anarchie et de violence qui ont suivi la chute de l'Empire romain, ce n'est pas dans les villes, mais bien dans les campagnes qu'est née l'Europe, grâce au réseau de monastères qui ont parsemé le continent de centaines de cellules de résistance contre la dissolution.

Comme l'a raconté Paolo Rumiz¹², les moines bénédictins ont construit l'Europe avec la seule force de l'exemple, en remettant de l'ordre dans un territoire en

proie à l'abandon, en préservant et en transmettant les classiques de l'antiquité, en constituant des îlots de civilisation et de solidarité au milieu du chaos. Mais n'imaginons pas un processus par trop austère. Comme le note toujours Rumiz, la géographie des vignes historiques en Europe recoupe en grande partie celle des monastères : les moines conquièrent l'Europe aussi avec le vin et avec la bière, dont ils restent d'ailleurs parmi les meilleurs producteurs.

Aujourd'hui, il est évident que, pour l'Europe, la capacité de reconquérir les campagnes dépend en premier lieu de politiques économiques et sociales qui réduisent la distance entre le centre et la périphérie. Personne n' imagine que des initiatives de caractère culturel puissent, à elles seules, renverser la tendance à la polarisation en cours depuis des décennies. Mais cela n'empêche pas de penser que la culture ait un rôle à jouer.

La Commission européenne possède, depuis plusieurs années, des programmes pour préserver les traditions et pour promouvoir de nouvelles initiatives culturelles dans les campagnes ; mais, encore une fois, un New Deal culturel devrait avoir la capacité de penser en dehors des cadres établis.

Si, comme le disait George Steiner, les cafés sont à la base de la culture européenne, pourquoi ne pas reprendre à l'échelle continentale l'initiative « 1000 cafés pour revitaliser les campagnes » lancée par le groupe associatif d'économie sociale et solidaire SOS avec le soutien du gouvernement français ? Comme l'indique son nom, il s'agit d'un appel d'offres public adressé aux communes de moins de 3500 habitants qui permettra l'ouverture de mille cafés. Seule condition pour accéder au financement : que la commune ne dispose pas déjà d'un café ou que ce dernier ne soit pas menacé de fermeture. En plus de fonctionner comme café, ces lieux auront aussi d'autres fonctions (dépôt de pain, épicerie avec produits locaux, relais de poste) et mettront à disposition des ordinateurs pour réduire la fracture numérique.

Si une initiative de ce genre était élargie à l'échelle continentale, on pourrait imaginer que le réseau des « Europa cafés » joue aussi un rôle de catalyseur culturel, en créant des lieux d'agrégation et de débat sur la base de formats prédéfinis. Un modèle de ce genre est celui des « Democracy Cafés », créés par l'ONG britannique « My Life, My Say » qui a repris la tradition des coffeehouse anglais du XVII^e siècle pour faire participer des milliers de jeunes à des discussions sur leur futur en Grande-Bretagne après le Brexit. Développés avec l'objectif explicite de réparer les fractures entre les générations et entre les territoires exacerbés par le Brexit, les Democracy Cafés se tiennent régulièrement dans des centaines de localités, en particulier en dehors des grands villes. Ils réunissent à chaque fois des groupes de 30-40 jeunes avec l'objectif

11. Régis Debray, *L'Europe fantôme*, Paris, Gallimard, p.9.

12. Paolo Rumiz, *Il filo infinito*, Milano, Feltrinelli, 2019.

d'offrir une forme d'expression aux frustrations d'une génération qui a voté massivement contre la sortie de l'Europe et qui regarde aujourd'hui avec inquiétude son futur. En 2018, les Democracy Cafés ont gagné le prix « *Changemaker of the Year* » aux National Democracy Awards décernés par le gouvernement du Royaume-Uni.

7. Un projet Babel pour la traduction vocale

L'énorme appareil qui assure la traduction dans toutes les langues de l'Union des travailleurs du Parlement européen fait souvent l'objet de moqueries et de polémiques. Il s'agit en effet d'une structure qui mobilise des ressources impressionnantes, plus de mille personnes parmi lesquelles plus de 600 traducteurs, et produit, parfois, des effets comiques.

Peu de gens savent, en revanche, que depuis quelques années la base de données du Parlement Européen est devenue la source la plus importante pour les sociétés d'intelligence artificielle qui travaillent sur la mise au point de systèmes de traduction vocale. Où trouver ailleurs des archives de traductions simultanées en 24 langues, accessibles publiquement et réalisées selon les plus hauts standards de professionnalisme ?

Encore une fois, la règle selon laquelle les investissements publics produisent des retombées inattendues en termes d'innovation du secteur privé se confirme. Mais alors, pourquoi ne pas faire un pas en avant en misant, comme le suggère Jean-Noël Tronc, sur un projet de recherche qui, comme celui sur le génome qui a mobilisé des scientifiques du monde entier, viserait à produire dans les cinq ans des outils portables, au format d'une oreillette sans fil, de traduction directe et verbale permettant à deux locuteurs de langues différentes de parler, et d'entendre l'autre, dans sa propre langue, de manière naturelle ? La Commission, dit Tronc, a proposé d'affecter 5,5 milliards d'euros par an à un fonds « capacité » en matière de défense commune ; affectons 500 millions d'euros à un projet Babel dont l'effet politique sera déterminant pour l'aventure européenne, et les gains de productivité considérables, dans tous les domaines d'activité de la vie de l'Union¹³.

Conclusion

Loin de constituer une liste exhaustive, les propositions présentées dans cette note veulent être avant tout une incitation à commencer à dessiner les contours d'un possible New Deal culturel de l'Europe.

Il est clair que le futur de l'Union dépendra des réponses que cette dernière saura apporter aux immenses

défis économiques et sociaux de notre temps, en partant de l'accroissement des inégalités.

Mais, comme dit Paul David Henson, mieux connu sous son nom de scène Bono, le futur de l'Europe dépendra aussi de sa capacité à passer de l'état d'une « idée » à celui d'un « sentiment ». Car, en politique, les sentiments ont tendance à prendre le dessus sur les idées, et les abandonner aux seules nations, et aux nationalistes, est un risque que nous ne pouvons plus nous permettre d'encourir.

Certes, il existe des politiques qui ont la capacité de se transformer en caractères identitaires. Cela a été le cas pour le National Health Service, le système sanitaire du Royaume-Uni qui est devenu l'un des principaux motifs d'orgueil des citoyens britanniques (et qui a d'ailleurs été utilisé comme une arme de propagande par la campagne en faveur du Brexit).

Les deux lignes directrices de la politique présentées par la présidente Von der Leyen au début de son mandat – le digital et l'environnement – ont le potentiel pour devenir des composantes fondamentales de l'identité de l'Europe du XXIe siècle.

D'une part, la capacité d'imposer dans la sphère digitale les principes qui constituent le fondement de la coexistence civile dans la vie réelle de notre continent : à ce sujet, on pourrait dire que, plutôt que de l'attribuer au commissaire responsable des politiques migratoires, le titre de « commissaire pour la protection du mode de vie européen » aurait dû être décerné au commissaire en charge du digital...

D'autre part, le défi colossal de repenser notre économie et notre société, en tenant compte des contraintes imposées par le développement durable, avec l'objectif dans ce cas aussi de devenir un point de référence de niveau global.

Mais, pour que l'Europe se transforme en un sentiment, les choix techniques, bien que capitaux, ne suffiront pas.

L'ennui a beaucoup fait pour l'Europe, mais il ne suffit plus. Les directives sur la confiture et la pêche de loisir seront toujours utiles, mais nous avons à présent besoin de plus d'idées et de récits. L'Union européenne est la première tentative dans l'histoire de créer un ensemble supranational en temps de paix, sans armes et sans menaces, sur la base de la libre adhésion des peuples. Selon l'auteur de ce texte, aucun projet politique n'est plus exaltant que celui-ci : rien de plus vaste, ni de plus beau a été réalisé au cours de l'histoire récente de l'humanité.

Aujourd'hui, chacun d'entre nous peut descendre en

13. Jean-Noël Tronc, Et si on recommençait par la culture ? Plaidoyer pour la souveraineté européenne, Paris, Seuil, 2019.

bas de chez soi, prendre le volant et conduire jusqu'à Tallin sans montrer une seule fois son passeport. L'Eu-ro-ennui nous l'a présenté comme un fait banal, alors qu'il s'agit au contraire d'un évènement fabuleux.

Mais pour qu'une époque soit révolutionnaire, il est nécessaire que quelqu'un s'en rende compte. Au cours des dernières décennies, le pro-européen est devenu un être de prudence et non de conquête, ce qui a permis à ses adversaires d'usurper le changement, alors qu'ils ne font que proposer un retour en arrière pernicieux.

La crise de la Covid-19 a marqué un coup d'arrêt pour les mouvements souverainistes dans toute l'Europe. Mais il serait illusoire de penser que cette tendance soit destinée à durer si la construction européenne ne sera pas capable d'apporter des réponses aux aspirations de ses citoyens : sur le plan matériel, bien sûr, mais aussi sur celui de l'émotion.

12

Seuls les naïfs sous-évaluent le poids des idéaux et des passions. Les réalistes, au contraire, connaissent depuis toujours leur pouvoir et savent qu'aucun changement profond n'est possible sans eux.